

Déclaration liminaire

Madame la présidente,

Les mobilisations contre les ordonnances Macron portant les propositions alternatives de la CGT, ainsi que la mobilisation des retraités contre la hausse de la CSG et pour une revalorisation de leurs pensions de retraite ont été une réussite.

La conscience de la nécessité d'une mobilisation grandit, à tous les niveaux, dans l'ensemble de la population. L'enjeu de cette mobilisation pour combattre la politique du gouvernement actuel apparaît chaque jour plus clairement.

Pour autant, Emmanuel Macron reste indifférent à ce qu'expriment les salariés mais également les retraités. Il choisit délibérément d'afficher le peu de considération qu'il a pour la population et ceux qui luttent pour sauvegarder leurs acquis sociaux et leurs emplois.

A chaque contestation de sa politique, il n'a de cesse de rabaisser ceux qui luttent et de les disqualifier. Ses propos méprisants à l'encontre des salariés de GM&S qui luttent pour préserver leurs emplois. **Citons le simplement : «Y'en a certains, au lieu de foutre le bordel, ils feraient mieux d'aller regarder s'ils peuvent pas avoir des postes là-bas » venant après ceux sur « les fainéants », « les illettrés », « ceux qui peuvent se payer un costard » et « les gens qui ne sont rien ».**

Il n'a pas plus de considération pour les agents de la Fonction publique mobilisés le 10 octobre à l'appel de l'ensemble des fédérations de la Fonction publique.

Les fonctionnaires ont clairement exprimé leur rejet de la politique gouvernementale.

Les chiffres parlent d'eux même : 30 % de grévistes pour l'ensemble de la fonction publique dont près de 33 % à la DGFIP et plus de 40 % à la DRFiP 31.

Pour seule réponse, Emmanuel Macron, par l'intermédiaire du ministre de l'Action et des comptes publics, a réuni, le 16 octobre, les organisations syndicales de la Fonction publique pour un « rendez-vous salarial ». En réalité, c'est un simulacre de réunion où des décisions toutes imposées et non négociées, ont été annoncées. On se fiche de nous !

Au vu des annonces faites par le ministre au cours de cette réunion :

- refus de toute mesure sur le point d'indice à ce stade ;
- confirmation des 120 000 suppressions d'emplois annoncées dans la Fonction publique ;
- confirmation de l'instauration du jour de carence ;
- stricte compensation de la hausse de la CSG,

force est de constater que le gouvernement fait le choix délibéré de ne pas apporter de réponses aux exigences revendicatives exprimées par les personnels.

La CGT revendique une nouvelle fois l'augmentation de la valeur du point d'indice, seul moyen de garantir une évolution positive de pouvoir d'achat pour tous les personnels, a

fortiori dans un contexte marqué par les conséquences de six années consécutives de gel du point d'indice.

Elle réaffirme le caractère inéquitable et injuste du jour de carence soulignant, que le meilleur moyen d'assurer l'équité public/privé en la matière est de supprimer les jours de carence pour les salariés du privé qui le subissent actuellement.

Pour la CGT, l'augmentation de la CSG, n'est pas la bonne solution pour le financement de la protection sociale.

Elle dénonce les conséquences qu'aura cette mesure sur le niveau de vie des retraités et futurs retraités, parmi lesquels de nombreux collègues des finances publiques.

Concernant la DGFIP, le directeur général, dans le même esprit, donne à voir ce que signifie pour lui le dialogue social.

Concernant les règles de mutation, sans la moindre concertation avec les organisations représentatives des personnels, il annonce sur ULYSSE leurs modifications. Il présente ses décisions comme guidées par l'intérêt des agents, alors qu'il s'agit en réalité d'un recul des droits des agents dans un contexte de suppressions d'emplois, de fermetures de postes comptables et de fusions de services opérées sans l'assentiment des personnels concernés. **L'objectif est uniquement de donner plus de pouvoir à l'administration dans la gestion des effectifs.**

Les règles actuelles de mutation, bien qu'imparfaites de par la façon dont l'administration gère les effectifs, ont fait l'objet de longs échanges lors de leur élaboration. Elles sont aujourd'hui totalement remises en cause.

Pour la CGT, les 10 fiches présentées au groupe de travail "mutations" sont honteuses et totalement inacceptables. La DG veut des agents taillables, corvéables et déplaçables à merci.

Ces attaques contre le droit à mutation n'ont pour but que d'amplifier et multiplier les restructurations et fermetures de postes que la DG nous impose !!!!!

Aujourd'hui, avec de telles annonces, la mobilité des agents devient illusoire, au détriment de leur vie personnelle.

Concernant la conception du dialogue social, la direction locale ne se démarque pas de celle du directeur général.

Le chiffre de 40 % de grévistes à la DRFIP 31 le 10 octobre, devrait pourtant l'interpeller. Il signifie le rejet par les agents des décisions autocratiques de la direction qui impose des restructurations et des fermetures de poste.

Concernant la CAPL d'aujourd'hui, la CGT considère que la liste d'aptitude ne constitue pas le moyen de promotion adéquat.

Les doctrines d'emplois directionnelles sont devenues tellement floues qu'on observe une banalisation des tâches accomplies par les cadres C et B.

Dans ces conditions, comment « sélectionner » l'excellence d'un dossier.

La CGT revendique un plan de qualification ambitieux par la voie de concours internes et d'un réel examen professionnel, seul rempart contre l'arbitraire.

De la même manière, elle revendique une promotion pour les fins de carrière clairement identifiée.

Pour autant, les élus CGT s'attacheront à ce que la plus grande équité et transparence soient respectées lors de cette CAPL et ne se livreront pas à un exercice comparatif entre agents.

La CGT constate que le nombre de potentialités est cette année encore très faible. Elle le dénonce une nouvelle fois.

Au plan national, les potentialités affichées sont de 515 pour 22 118 agents remplissant les conditions statutaires, soit 2,48 %.

Au plan local, elles sont de 10 pour 424 agents soit 2,35 % !

Cette situation risque d'engendrer des situations de découragement et de démotivation dans les services.

Face à ces attaques en tous sens contre les salariés du privé et du public, la CGT réaffirme que le service public n'est pas une charge, mais une réponse aux besoins des populations !

Dans ce contexte, la mobilisation de tous est primordiale.

Les organisations CGT, Solidaires, FO, FSU et les organisations de jeunesse appellent à être dans l'action.

C'est pourquoi la CGT Finances Publiques appelle l'ensemble des agents à être en grève et dans les manifestations le 16 novembre !